

L'arnaque néolibérale

«Le néolibéralisme est-il survenu ?» C'est la question que se posent trois économistes de la section de recherche du FMI, Jonathan D. Ostry, Prakash Loungani, et Davide Furceri^(*) dans une récente étude qui revisite certains dogmes du néolibéralisme, dont, notamment, la réduction acharnée des dépenses publiques.

«Au lieu de relancer la croissance, les politiques néolibérales ont accru les inégalités qui, à leur tour, ont compromis la croissance durable, notent d'entrée de jeu les trois économistes.

Revenant sur la recette miracle prescrite par Milton Friedman au Chili en 1982, ils rappellent ses deux axes majeurs : le premier, une concurrence accrue, résultant de la déréglementation et de l'ouverture des marchés intérieurs, y compris les marchés financiers, à la concurrence étrangère ; le second, la réduction du rôle de l'Etat, sous l'effet des privatisations et de la limitation des déficits budgétaires et de l'endettement public.

«Il y a eu une tendance mondiale forte et généralisée vers le néolibéralisme depuis les années 1980, selon un indice composite qui mesure la mesure dans laquelle les pays ont introduit la concurrence dans divers domaines de l'activité économique pour favoriser la croissance économique», rappellent les trois économistes qui se gardent de tout noircir dans le tableau.

L'agenda néolibéral ne comporterait pas que de mauvaises choses : «L'expansion du commerce mondial a sauvé des millions de personnes de la pauvreté abjecte. L'investissement direct étranger a souvent été un vecteur de transfert de technologie et de savoir-faire pour les économies en développement. La privatisation des

entreprises publiques a dans de nombreux cas conduit à la fourniture de services plus efficaces et réduit le fardeau fiscal des gouvernements.»

Toutefois, ce même agenda a pour maillons faibles deux mesures phares : la suppression des restrictions à la circulation transfrontière des capitaux (la soi-disant libéralisation du compte capital) et l'assainissement budgétaire, parfois appelé «austérité», qui est «un raccourci des politiques de réduction des déficits budgétaires et des niveaux d'endettement».

Toujours au chapitre des inconvénients du néolibéralisme, les auteurs de l'étude tirent «trois conclusions inquiétantes» : primo, les avantages «en termes de croissance accrue semblent assez difficiles à établir» pour un grand nombre de pays ; secundo, cette même croissance — même lorsqu'elle a été au rendez-vous — comporte un coût assez élevé en matière d'accroissement des inégalités ; tertio, ces inégalités accrues plombent lourdement «le niveau et la durabilité» de la croissance. Le lien entre l'ouverture financière et la croissance économique est complexe. Certaines entrées de capitaux, tels que l'investissement étranger direct, peuvent inclure un transfert de technologie ou de capitaux de nature à stimuler la croissance à long terme. Mais l'impact d'autres flux tels que les investissements de portefeuille et d'autres services bancaires, spéculatifs, aboutissent à l'effet contraire. Ainsi, «depuis 1980, il y a eu 150 épisodes de forte hausse des flux entrants de capitaux dans plus de 50 économies émergentes (...) et dans 20% des cas, ceci s'achève par une crise financière qui, souvent, débouche sur un recul de la production».

Autre mesure de prédilection néolibérale soumise à examen critique : la réduction du poids de l'Etat, par la privatisation de certaines de ses mis-

sions, déléguées au secteur privé, ainsi que par la limitation des dépenses publiques et de l'endettement étatique, comme la limite de 60 % du PIB fixée pour les pays de la zone euro (un des critères dits de Maastricht).

Les trois experts rappellent que la théorie économique n'indique pas de niveau optimal pour la dette publique, vacillant tantôt pour la tolérance de niveaux élevés qui compenseraient la baisse de la fiscalité, tantôt pour la quête de minima via son remboursement : «Il est certain que de nombreux pays (comme ceux d'Europe du Sud) n'ont d'autre choix que d'entreprendre une consolidation budgétaire, parce que les marchés ne leur permettront pas de continuer à emprunter. Mais la nécessité de cette consolidation dans certains pays n'en fait pas la règle pour tous les pays (...) Les coûts des augmentations d'impôts ou des réductions de dépenses nécessaires pour faire baisser la dette peuvent être beaucoup plus grands que le risque de crise réduite engendrée par une réduction de la dette.»

Aussi, «les politiques d'austérité non seulement génèrent des coûts sociaux importants», mais affectent également la demande et donc aggravent l'emploi et le chômage. Ce constat vient tordre le cou à l'idée de l'économiste de Harvard Alberto Alesina soutenant que les consolidations budgétaires accroissent la confiance du secteur privé et de l'investissement, idée reprise dans la sphère politique par l'ancien président de la Banque centrale européenne (et nouveau membre du Conseil européen du risque systémique), Jean-Claude Trichet. «En moyenne, toute consolidation de 1% du PIB conduit à une hausse de 0,6 point du taux de chômage à long terme et à une hausse de 1,5 point du coefficient de Gini qui mesure les inégalités». Par ailleurs, les dommages que



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

gènèrent les inégalités pour la machine économique invitent les décideurs politiques à une plus grande ouverture pour la redistribution, «grâce à l'augmentation des dépenses en matière d'éducation et de formation, qui étend l'égalité des chances».

Une «vision plus nuancée» que ce que préconise le programme néolibéral est finalement sollicitée.

«Les décideurs politiques et les institutions comme le FMI qui les conseillent, doivent être guidés non par la foi, mais par la preuve de ce qui a fonctionné», avertissent les auteurs de l'étude. Une façon de dire que les Dix Commandements du Consensus de Washington n'en font toujours pas une nouvelle religion.

A. B.

(*) Jonathan D. Ostry, Prakash Loungani, and Davide Furceri : *Neoliberalism : Oversold ?*, Finance and Development, June 2016, Vol. 53, No. 2

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/ostry.htm>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Moins de lampes, plus de vignettes et trois roses !

Maroc ! Fraude au bac. Un élève surpris en classe d'examen avec moins de 5...

... grammes de cannabis a été immédiatement exclu !

A l'heure de la tripartite, ça sent le travail bien fait, le labeur figolé de «longue date» pour offrir une chance de sortie de crise au pays. Une prolongation du délai de vente de la vignette auto. La possibilité d'augmenter la facture Sonelgaz. Et un patron des patrons qui fait mumuse tout seul, sans que personne le lui demande, avec l'âge de départ à la retraite, comme un enfant jouerait avec un yo-yo. Non, assurément, y a du boulot derrière toutes ces mesures révolutionnaires. Tu te rends compte que les mecs ont sué du ciboulot pour en arriver à cette prolongation de la vignette de quelques mois. D'ailleurs, je ne veux pas être en reste de cette vaste et sérieuse entreprise de refonte de notre système économique et de cette démarche lumineuse de sortie de crise. En plus de la vignette auto et de la décimale sur nos factures de gaz et d'électricité, je propose de diminuer le nombre de lampes composant le lustre du Conseil des ministres. J'ai remarqué que les 28

lampes de ce lustre sont toutes allumées. On pourrait envisager d'en désactiver 8 et de n'en laisser que 20 opérationnelles. Dans un premier temps, bien sûr. Si cela ne suffit pas, si notre économie ne se sent pas mieux, nous pourrions passer à 15 lampes seulement, puis à dix, et pourquoi pas descendre à une ampoule active. De toutes les façons, avec ou sans lampes, nous n'y voyons goutte depuis un moment déjà, alors ! Même chose avec les fleurs qui ornent les tables de la tripartite, de la résidence médicalisée de Zeralda et de toutes les résidences officielles. Je vous le dis tout de suite, je n'ai rien contre les fleurs. Bien au contraire ! Mais la taille des bouquets me semble disproportionnée dans le contexte de crise actuelle. Ces bouquets-là, c'est carrément un appel à l'émeute. Optons pour deux roses seulement dans chaque vase. Ou plutôt non ! Trois roses. Ou alors une. Jamais de chiffres pairs pour les bouquets. Ça porte malheur. Vu la mouise dans laquelle nous pataugeons déjà, pas question d'en rajouter, de nous exposer encore plus au mauvais œil en nous trompant sur le nombre de roses dans le bouquet. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.